

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE SAVOIE

Société anonyme au capital de 6 852 528 €.
Siège social : 6, boulevard du Théâtre, Chambéry (Savoie).
745 520 411 R.C.S. Chambéry.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 6 mai 2026

Comptes individuels au 31 décembre 2025.

I. — Bilan
(En milliers d'Euros)

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, banques centrales	15 612	15 080
Effets publics et valeurs assimilées	42 453	27 413
Créances sur les établissements de crédits	270 457	261 456
Opérations avec la clientèle	2 230 902	2 241 296
Obligations et autres titres à revenu fixe	62 435	51 932
Actions et autres revenus variables	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	7 150	9 411
Parts dans les entreprises liées	18 930	16 130
Immobilisations incorporelles	112	151
Immobilisations corporelles	9 531	9 584
Autres actifs	5 168	6 813
Comptes de régularisation	7 767	9 945
Total de l'actif	2 670 517	2 649 211

Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement	138 134	120 001
Engagements de garantie	70 374	74 797

Passif	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédits	599 714	627 331
Opérations avec la clientèle	1 892 481	1 858 633
Dettes représentées par un titre	11 108	0
Autres passifs	6 326	9 701
Comptes de régularisation	18 818	20 227
Provisions	10 923	11 210
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2 850	2 450
Capitaux propres hors FRBG	128 297	119 659
Capital souscrit	6 853	6 853
Primes d'émission	761	761
Réserves	104 086	96 086
Report à nouveau	7 960	7 884
Résultat de l'exercice (+/-)	8 637	8 075
Total du passif	2 670 517	2 649 211

Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus :		
Engagements de financement	5 871	3 392
Engagements de garantie	68 865	104 850

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	75 053	76 597
Intérêts et charges assimilés	-51 895	-54 511
Revenus des titres à revenu variable	762	1 338
Commissions (produits)	36 317	35 377
Commissions (charges)	-7 723	-7 298
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	363	150
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	326	-477
Autres produits d'exploitation bancaire	18 173	17 709
Autres charges d'exploitation bancaire	-17 548	-17 052
Produit net bancaire	53 828	51 833
Charges générales d'exploitation	-34 424	-32 809
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 933	-1 738
Résultat brut d'exploitation	17 471	17 286
Coût du risque	-6 515	-7 563
Résultat d'exploitation	10 956	9 723
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	520	70
Résultat courant avant impôt	11 476	9 793
Résultat exceptionnel		0
Impôt sur les bénéfices	-2 439	-1 868
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	-400	150
Résultat net	8 637	8 075

III. — Annexes aux comptes individuels**I. – Note 1 - Principes et méthodes comptables.**

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de la Banque de Savoie sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 11 mars 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 6 mai 2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2. Changements de méthodes comptables. — Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

3.2. Opérations interbancaires. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

— **Créances restructurées :** Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

— **Créances douteuses :** Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— **Opérations de pension :** Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

— **Dépréciation** : Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

3.3. Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

— **Titres de transaction** : Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

— **Titres de placement** : Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

— **Titres d'investissement** : Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

— **Titres de l'activité de portefeuille** : L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles :

— **Immobilisations incorporelles** : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation.

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans.

Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

— **Immobilisations corporelles** : Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

3.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

3.6. Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.7. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

— **Engagements sociaux :** Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

— Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

— Avantages à long terme : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

– Indemnités de fin de contrat de travail : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

– Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

— **Provisions épargne logement** : Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision.

Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

3.8. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie.

3.9. Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

— **Opérations fermes** : Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre d'un mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

— **Opérations conditionnelles** : Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

3.10. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- Un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- Un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe BPCE considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

3.11. Revenus des titres. — Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

3.12. Impôt sur les bénéfices. — Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Banque de Savoie a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Banque de Savoie, étant sous le contrôle de BPCE, n'est pas assujetti à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE, au regard des dispositions légales et conventionnelles à date.

A noter toutefois les cas particuliers des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

3.13. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 124 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 36 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 3 810 milliers d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 0 milliers d'euros. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 1 449 milliers d'euros au titre du 31/12/2025.

3.14. Opérations avec la clientèle. — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

— **Prêts garantis par l'Etat :** Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

— **Créances restructurées** : Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

— **Créances douteuses** : Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— **Opérations de pension** : Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

— **Dépréciation** : Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

II. – Note 2 - Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

1. Opérations interbancaires :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires	60 920	112 018
Comptes et prêts au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	0	0
Créances à vue	60 920	112 018
Comptes et prêts à terme	207 909	148 440
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Créances à terme	207 909	148 440
Créances rattachées	1 628	998
Total	270 457	261 456

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du livret A et du LDD représente 175 633 milliers d'euros au 31/12/2025 contre 169 293 milliers d'euros au 31/12/2024.

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue	246	896
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	246	613
Dettes à terme	590 453	620 692
Comptes et emprunts à terme	590 452	620 692
Valeurs et titres données en pension à terme	1	0
Dettes rattachées	9 016	5 743
Total	599 715	627 331

2. Opérations avec la clientèle :**2.1. Opérations avec la clientèle :****— Créances sur la clientèle :**

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	27 684	21 929
Créances commerciales	4 157	3 090
Crédits à l'exportation	0	16
Crédits de trésorerie et de consommation	110 063	107 207
Crédits à l'équipement	887 281	901 556
Crédits à l'habitat	1 147 609	1 152 174
Autres	6 315	8 825
Autres concours à la clientèle	2 151 268	2 169 778
Créances rattachées	5 123	4 914
Créances douteuses	73 320	68 114
Dépréciations des créances sur la clientèle	-30 650	-26 529
Total	2 230 902	2 241 296

— Dettes vis-à-vis de la clientèle :

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Livrets A	90 669	90 978
PEL / CEL	109 707	124 395
Autres comptes d'épargne à régime spécial	179 849	163 609
Comptes d'épargne à régime spécial	380 225	378 982
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 492 018	1 460 691
Dépôts de garantie	6 710	4 394
Autres sommes dues	651	1 293
Dettes rattachées	12 876	13 272
Total	1 892 480	1 858 632

(1) *Détail des autres comptes et emprunts auprès de la clientèle*

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes créditeurs ordinaires	918 657		918 657	904 805		904 805
Autres comptes et emprunts		573 360	573 360		555 886	555 886
Total	918 657	573 360	1 492 018	904 805	555 886	1 460 691

2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique hors créances rattachées :

(En milliers d'Euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	971 020	60 425	26 656	41 088	21 431
Entrepreneurs individuels	122 986	2 826	1 459	1 710	1 054
Particuliers	972 440	10 047	2 518	2 815	593
Administrations privées	10 817	19	18	19	18
Administrations publiques et Sécurité Sociale	222	0	0	0	0
Autres	52 865	3	0	0	0
Total au 31/12/2025	2 130 350	73 320	30 651	45 632	23 096
Total au 31/12/2024	2 185 971	68 113	26 527	38 620	18 690

3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable :

3.1. Portefeuille titres :

(En milliers d’Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	Investissem ent	Total	Placement	Investissem ents	Total
Valeurs brutes	0	42 044	42 044	0	27 133	27 133
Créances rattachées	0	409	409	0	280	280
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	42 453	42 453	0	27 413	27 413
Valeurs brutes	28 001	34 000	62 001	28 000	24 000	52 000
Créances rattachées	320	266	586	320	89	409
Dépréciations	-151	0	-151	-477	0	-477
Obligations et autres titres à revenu fixe	28 170	34 266	62 436	27 843	24 089	51 932
Montants bruts	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Total	28 170	76 719	104 889	27 843	51 502	79 345

La valeur de marché des titres d’investissement s’élève à 49 235 milliers d’euros.
Aucun transfert n’a été opéré en 2025 entre les différentes catégories de titres.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d’Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	Investiss ement	Total	Transaction	Placement	Investissem ent	Total
Titres cotés								
Titres non cotés								
Titres prêtés		27 849	76 044	103 893		27 523	51 133	78 656
Titres empruntés								
Créances douteuses								
Créances rattachées		320	675	995		320	369	689
Total		28 169	76 719	104 888		27 843	51 502	79 345
<i>Dont titres subordonnés</i>								

— Actions et autres titres à revenu variable :

(En milliers d’Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés								0
Titres non cotés								0
Créances rattachées								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.2. Evolution des titres d'investissement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Achats	Cessions	Remboursements	Décotes /surcotes	Transfert	Autres variations	31/12/2025
Effets publics	27 413	15 000	0	0	-89	0	129	42 453
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 090	10 000	0	0	0	0	176	34 265
Total	51 503	25 000	0	0	-89	0	305	76 718

3.3. Reclassements d'actifs. — La Banque de Savoie n'a pas opéré de reclassement d'actifs en application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie " Titres de transaction " et hors de la catégorie " Titres de placement ".

Date de négociation	23/06/2020
Date de valeur	25/06/2020
Date de maturité	28/06/2028
Code Isin	DE000A2LQSH4
Nominal	10 000 000,00
Au 31/12/2025	
Valorisation du titre	-365 800
Valorisation du swap de couverture	342 377
Moins-value	-23 423

4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :**4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations(*)	31/12/2025
Participations et autres titres détenus à long terme	9 458	1 771	-1 234	-2 800	7 196
Parts dans les entreprises liées	16 130	0	0	2 800	18 930
Valeurs brutes	25 588	1 771	-1 234	0	26 126
Participations et autres titres à long terme	-47	0	0	0	-47
Parts dans les entreprises liées					
Dépréciations	-47	0	0	0	-47
Immobilisations financières nettes	25 541	1 237	-1 234	0	25 545

(*) Reclassement de l'avance envers la SIRRA entre autres participations et parts dans les entreprises liées.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts pour 3 milliers d'euros et des certificats d'associés pour 2 312 milliers d'euros.

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 15 898 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

4.2. Tableau des filiales et participations (montants en milliers d'euros) :

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Provisions constituées	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
I. renseignements détaillés Concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la Banque de Savoie									
A. filiales (50% au moins du capital détenu par la Société) S.I.R.R.A.	15 904	3 180	100%	15 898		2 800	364	1 742	200
B. participations bancaires (10% à 50% du capital détenu par la Banque de Savoie)									
II. renseignements globaux Concernant les autres filiales ou participations									
A. Filiales françaises non reprises en 1									
Bs avenir	5	38	100%	5		209		-2	
Sai	16	121	8%	1		8		-5	
B. Participations non reprises en 1									
- Sociétés françaises				5 099	46	534			562
- Sociétés étrangères				3					
- Certificat d'associations									
lii – autres renseignements									
S.I.F.S. (Filiale de S.I.R.R.A. A 99,95%)	3 847	1 769					1 996	1 286	

4.3. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Etablisse- ments de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	0	23 774	23 774	23 454
<i>Dont subordonnées</i>				
Dettes	171 961	9 723	181 684	205 183
<i>Dont subordonnées</i>				
Engagements de financement	2 148	0	2 148	3 937
Engagements de garantie	759	0	759	853
Autres engagements donnés				
Engagements donnés	2 907	0	2 907	4 790
Engagements de financement	0	0	0	0
Engagements de garantie	0	0	0	
Autres engagements reçus	0	0	0	
Engagements reçus	0	0	0	0
Total	174 868	33 497	208 365	233 427

— **Opérations avec les parties liées** : En application du règlement de l'ANC 2010-04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, des informations sont à donner sur les « parties liées » et non plus seulement sur les « entreprises liées ».

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales ou sont non significatives.

5. Immobilisations incorporelles et corporelles :**5.1. Immobilisations incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Droits au bail et fonds commerciaux	1 064	0	0	0	1 064
Logiciels	1 121	0	0	0	1 121
Autres					
Valeurs brutes	2 185				2 185
Droits au bail et fonds commerciaux	-914	-38	0	0	-952
Logiciels	-1 121	0	0	0	-1 121
Autres					
Dépréciations					
Amortissements et dépréciations	-2 034	0	0	0	-2 074
Total valeurs nettes	151	-38	0	0	113

5.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Terrains	18	0	0	0	18
Constructions	21 216	57	-2 848	1 127	19 552
Autres	8 480	1 590	-1 256	-1 129	7 685
Immobilisations corporelles d'exploitation	29 714	1 647	-4 104	-2	27 256
Immobilisations hors exploitation	288	311	-20	2	581
Valeurs brutes	30 002	1 958	-4 124	0	27 837
Terrains					
Constructions	-14 216	-1 262	2 768	-0	-12 711
Autres	-6 102	-585	1 224	-0	-5 462
Immobilisations corporelles d'exploitation	-20 318	-1 847	3 992	-0	-18 173
Immobilisations hors exploitation	-100	-48	15	-0	-134
Amortissements et dépréciations	-20 418	-1 895	4 007	-0	-18 307
Total valeurs nettes	9 584	3 853	-8 131	-0	9 530

6. Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	10 900	0
Dettes rattachées	208	0
Total	11 108	0

7. Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlements sur opérations sur titres	4			
Primes sur instruments conditionnels achetés ou vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales autres débiteurs divers, autres créiteurs divers	3 081	-674	4 892	-2 301
Dépôts de garantie reçus et versés	2 082	7 000	1 921	12 002
Total	5 167	6 326	6 813	9 701

8. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	0	2		
Gains et pertes différés IFT de couverture Charges et produits constatés d'avance	805	113 423	577	3 172
Produits à recevoir/Charges à payer	3 860	14 633	3 791	16 356
Valeurs à l'encaissement	1 927	1	755	
Autres	1 173	748	4 822	699
Total	7 765	18 818	9 945	20 227

9. Provisions :**9.1. Tableau de variations des provisions :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	Utilisations	Reclassement	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	9 333	2 570	2 609	0	-87	9 207
Provisions pour engagements sociaux	929	413	8	0		1 334
Provisions pour PEL/CEL	949	0	571	0		378
Autres provisions pour risques	-1	5	0	0		4
Total	11 210	2 988	3 188	0	-87	10 923

9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassement	31/12/2025
Dépréciations sur créances sur la clientèle	26 528	12 354		8 318	87	30 658
Dépréciations sur autres créances	47	3		3		46
Dépréciations inscrites en déduction des éléments actifs	26 575	12 356		8 321	87	30 698
Provisions sur engagements hors bilan	764	984	0	387	-87	1 273
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (*)	8 250	1 483	0	1 984		7 749
<i>Dont :</i>						
<i>Provisions litiges clientèle</i>	706	92	0	331		467
<i>Provisions collectives</i>	5 577	1 392	0	1 103		5 865
<i>Provisions sectorielles</i>	1 968	0	0	550		1 417
Autres provisions	320	103	0	238		185
Provisions pour risques de contrepartie inscrite au passif	9 334	2 570	0	2 609	-87	9 207
Total	35 979	14 924	0	10 928	0	39 906

(*) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

9.3. Provisions pour engagements sociaux :

— **Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies :** Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Sécurité Sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO.

— **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme :**

Les engagements de la Banque de Savoie concernent les régimes suivants :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

— Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(En milliers d'Euros)	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2025	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2024
Valeur actualisée des engagements financés		1 654	176	1 830		1 278	184	1 462
Juste valeur des actifs du régime droits à remboursement		1 392		1 392		1 341		1 341
Valeur actualisée des engagements non financés								
Ecarts actuariels non reconnus		-896		-896		-809		-809
Coûts des services passés non reconnus								
Solde net au bilan		1 158	176	1 334		745	184	930
Passif		1 158	176	2 326		745	184	1 994
Actif								

IFC = « Indemnités de départ à la retraite » et MDT = « Médailles du travail ».

— Analyse de la charge de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2025	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Exercice 2024
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total
Coût des services rendus	98	12	110	64	12	76
Coût des services passés	504	0	504			0
Coût financier	63	6	69	41	6	47
Produit financier	-45		-45	-42		-42
Ecarts actuariels comptabilisés en résultat	-40	-14	-54	-41	-5	-46
Autres	26	4	30	23		23
Prestations versées	-192	-16	-208	-34	-20	-54
Total de la charge de l'exercice	413	-8	405	11	-8	4

— Principales hypothèses actuarielles :

(En pourcentage)	Régimes CARBP		Retraites (IFC)		Autres engagements (MDT)	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation	N.A	N.A	3,54%	3,38%	3,18%	3,18%
Taux d'inflation	N.A	N.A	2,20%	2,40%	2,20%	2,30%

Les tables de mortalité utilisées dans l'évaluation sont TGH05 et TGF05. Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

9.4. Provisions PEL / CEL :**— Encours des dépôts collectés :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'Epargne Logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	10 662	7 377
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	22 209	74 040
Ancienneté de plus de 10 ans	58 432	27 004
Encours collectés au titre des plans épargne logement	91 304	108 421
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	18 403	18 382
Total	109 707	126 803

— Encours des crédits octroyés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés		
Au titre des plans épargne logement	216	80
Au titre des comptes épargne logement	144	60
Total	359	140

— Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations / reprises nettes	31/12/2025
Provisions constituées au titre des PEL			
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0	0
Ancienneté de plus de 10 ans	628	-284	343
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	628	-284	343
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	316	-294	22
Provisions constituées au titre des crédits PEL	3	6	8
Provisions constituées au titre des crédits CEL	2	1	3
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	5	7	12
Total	949	-571	378

10. Créances et dettes subordonnées.

La Banque de Savoie n'a pas de dettes subordonnées.

La Banque de Savoie a émis en 2009 un prêt subordonné remboursable souscrit par le Crédit Logement. Ce prêt subordonné, pris en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels de la Banque de Savoie au titre de l'article 4.d du règlement n° 90-02 du CRBF, a les caractéristiques suivantes :

- Montant du prêt : 1.079 milliers d'euros
- Taux du prêt : 1,20 %
- Durée du prêt : indéterminée

En contrepartie de ce prêt subordonné, le Crédit Logement a déposé sur un compte à terme à la Banque de Savoie, une somme équivalente au montant du présent prêt.

11. Variation du FRBG :

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2025
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	2 450	400	0	0	2 850
Total	2 450	400	0	0	2 850

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

12. Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Au 31 décembre 2023	6 853	761	87 085	7 877	9 007	111 583
Mouvements de l'exercice			9 000	7	-933	8 074
Au 31 décembre 2024	6 853	761	96 086	7 884	8 074	119 658
Impact changement de méthode						
Variation de capital						
Affectation résultat N-1			8 000	76	-8 075	8 637
Résultat de la période					8 637	
Distribution de dividendes						
Autres mouvements						
Au 31 décembre 2025	6 853	761	104 086	7 960	8 637	128 297

Le capital social de la Banque de Savoie s'élève à 6.853 milliers d'euros et est composé de 428.283 actions (nominal 16 €).

13. Durée résiduelle des emplois et ressources.

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	9 241	13 079	20 133	0	42 453
Créances sur les établissements de crédit	158 068	110 500	0	1 889	0	270 457
Opérations avec la clientèle	192 709	179 038	709 798	1 148 106	1 251	2 230 902
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	7 226	27 045	28 164	0	62 435
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0
Total des emplois	350 777	306 005	749 921	1 198 293	1 251	2 606 247
Dettes envers les établissements de crédit	45 634	95 909	194 448	263 723	0	599 715
Opérations avec la clientèle	1 348 698	24 143	490 058	29 581	0	1 892 480
Dettes représentées par un titre	208	0	2 500	8 400	0	11 108
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Total des ressources	1 394 540	120 053	687 006	301 705	0	2 503 303

III. – Note 3. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées**1. Engagements reçus et donnés :****1.1. Engagements de financement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financements donnés		
En faveur des établissements de crédit	2 248	4 141
En faveur de la clientèle	135 886	115 860
Ouverture de crédits documentaire	900	1 907
Autres ouvertures de crédits confirmés	134 176	112 650
Autres engagements	810	1 303
Total des engagements de financements donnés	138 134	120 001
Engagements de financements reçus		
D'établissements de crédit	5 871	3 392
De la clientèle	0	0
Total des engagements de financements reçus	5 871	3 392

1.2. Engagements de garantie

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	5 131	5 522
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	75	75
Autres garanties	5 056	5 447
D'ordre de la clientèle	65 242	69 275
Cautions immobilières	4 661	8 839
Cautions administratives et fiscales	1 058	1 389
Autres cautions et avals donnés	13 162	12 330
Autres garanties données	46 361	46 717
Total des engagements de garantie donnés	70 373	74 797
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	68 865	104 850
Total des engagements de garantie reçus	68 865	104 850

1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	66 849	0	56 220	0
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	26 990	0	57 955
Total	66 849	26 990	56 220	57 955

Au 31 décembre 2025, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 30.4 millions d'euros de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 34.8 millions d'euros au 31 décembre 2024.
- 25.22 millions d'euros de créances données en garantie auprès d'EBCE contre 21.42 millions d'euros au 31 décembre 2024.
- 11.24 millions d'euro de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement hypothécaire contre 0 euros au 31 décembre 2024.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque de Savoie en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Banque de Savoie n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

2. Opérations sur instruments financiers à terme :**2.1. Engagements sur instruments financiers et change à terme :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste Valeur
Opérations fermes				
Opérations de gré à gré				
Accords de taux futurs				
Swaps de taux	401 734	5 695	379 100	7 458
Swaps cambistes				
Autres contrats de change				
Autres contrats à terme	8 906	59	6 165	-5
Total opérations fermes	410 640	5 754	385 265	7 453
Opérations conditionnelles				
Opérations de gré à gré				
Options de taux				
Options de change				
Autres options				
Total opérations conditionnelles				
Total instruments financiers et change à terme	410 640	5 754	385 265	7 453

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque de Savoie sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total
Opérations fermes	98 734	303 000	0	401 734	71 100	308 000		379 100
Accords de taux futurs								
Swaps de taux d'intérêt	98 734	303 000	0	401 734	71 100	308 000		379 100
Swaps financiers de devises								
Autres contrats à terme	0	0	0	0	0	0		0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0		0
Options de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0		0
Total	98 734	303 000	0	401 734	71 100	308 000		379 100

2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés				
Opérations de gré à gré	198 000	111 100	92 634	401 734
Opérations fermes				
Opérations sur marchés organisés				
Opérations de gré à gré				
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
Total	198 000	111 100	92 634	401 734

IV. – Note 4. Informations sur le compte de résultat.

1. Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	11 934	-16 105	-4 171	16 699	-17 540	-841
Opérations avec la clientèle	51 031	-29 605	21 426	47 423	-32 297	15 126
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 277	-1 940	2 337	3 147	-890	2 257
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Autres	7 812	-4 245	3 567	9 328	-3 784	5 544
Total	75 054	-51 895	23 159	76 597	-54 511	22 086

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 6 482 milliers d'euros au titre de la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations (8 709 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024).

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	762	1 338
Parts dans les entreprises liées		
Total	762	1 338

3. Commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	3	-86	-83	3	-99	-96
Opérations avec la clientèle	10 661	-17	10 644	10 700	-18	10 682
Opérations sur titres	1 011	0	1 011	943	0	943
Opérations sur moyens de paiement	11 767	-7 208	4 559	11 102	-6 827	4 275
Opérations de change	68	0	68	43	0	43
Engagements hors bilan	1 182	-1	1 181	1 254	-3	1 251
Prestations de services financiers	11 624	-410	11 214	11 328	-351	10 977
Activités de conseil	-1	0	-1	4	0	4
Autres commissions	0	0	0	0	0	0
Total	36 315	-7 722	28 593	35 377	-7 298	28 079

4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation et de change :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	306	150
Instruments financiers à terme	58	0
Opérations de placement	0	0
Total	364	150

5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	325	0	325	-477	0	-477
Dotations	0	0	0	-477	0	-477
Reprises	325	0	325	0	0	0
Résultat de cession	0	0	0	0	0	0
Autres éléments	0	0	0	0	0	0
Total	325	0	325	-477	0	-477

6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part d'opérations faites en commun	140	-256	-116	111	-280	-169
Refacturations de charges et produits bancaires	16 103	-17 162	-1 059	15 063	-16 515	-1 452
Activités immobilières	29	0	29	161		161
Autres activités diverses	1 836	-130	1 706	2 295	-256	2 039
Autres produits et charges accessoires	63	-1	62	78	-1	77
Total	18 171	-17 549	622	17 708	-17 052	656

7. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-12 043	-11 522
Charges de retraites et assimilés (1)	-2 358	-1 934
Autres charges sociales	-2 705	-2 458
Intéressement des salariés	-507	-481
Participation des salariés	-432	-404
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-1 460	-1 427
Total des frais de personnel	-19 505	-18 226
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-718	-686
Autres charges générales d'exploitation	-14 200	-13 897
Total des autres charges d'exploitation	-14 918	-14 583
Total	-34 423	-32 809
<i>(1) Incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (§ 9.3).</i>		

L'effectif du personnel en activité au 31 décembre 2025 est de 290 collaborateurs dont 118 cadres et 172 non-cadres.

Rémunérations versées aux organes de direction :

Les rémunérations brutes, y compris avantages en nature, versées en 2025 aux organes de direction s'établissent à 518,242 milliers d'euros sur la période.

8. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires						0	0	0	0	0
Clientèles	-12 306	6 086	-221	21	-6 420	-16 134	7 252	-637	29	-9 490
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions										
Engagements hors-bilan	-984	197	0	0	-787	-602	13	0	0	-589
Provisions pour risque clientèle	-1 483	2 174	0	0	691	-1 000	3 516	0	0	2 516
Provisions risques pays						0	0	0	0	0
Total coût du risque	-14 773	8 457	-221	21	-6 516	-17 736	10 781	-637	29	-7 563

Dont	Exercice 2025	Exercice 2024
Reprise de dépréciations devenues sans objet	197	436
Reprise de dépréciations utilisées	6 086	6 816
Reprises de provisions devenues sans objet	2 174	3 528
Reprises de provisions utilisées		
Total reprises nettes	8 457	10 780

9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025				Exercice 2024			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	1	0	0	1	72	0	0	72
Dotations	-2	0	0	-2	-2	0	0	-2
Reprises	3	0	0	3	74	0	0	74
Résultat de cession	591	0	-72	519	-1	0	-1	-2
Total	592	0	-72	520	71	0	-1	70

10. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels :		
Reliquat travaux de réaménagement d'une agence	0	0
Charges exceptionnelles :	0	0
Travaux de réaménagement d'une agence		
Des mises aux rebuts relatives aux exercices antérieurs		
Des honoraires d'avocats lié au contrôle fiscal		
Devis sur l'étude de présence d'amiante		
De frais liés à la crise sanitaire		

Les charges et produits exceptionnels sont constitués de montants qui n'entrent pas dans l'exploitation courante, inattendus ou portant sur les exercices antérieurs.

11. Impôt sur les bénéfices

La Banque de Savoie, détenue à 99,98 % par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, est membre du groupe fiscal constitué par BPCE.

11.1. Détail des impôts sur le résultat 2025. — L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	
Bases imposables au taux de	25%
Au titre du résultat courant	10 254
Au titre du résultat exceptionnel	0
	10 254
Imputations des déficits	
Bases imposables	
Impôt correspondant	2 564
+ Contributions 3,3 %	59
+ Majorations de 5 % (loi de finances rectificative 2011)	0
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-78
Impôt comptabilisé	2 545
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	
Provisions pour impôts	
Impact contrôle fiscal et SGFGAS	
Crédits d'impôt PTZ	-11
Régul ISN-1	-94
Total	2 440

La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée sur l'exercice s'élève à 342 milliers d'euros.

11.2. Détail du résultat fiscal de l'exercice 2025 – Passage du résultat comptable au résultat fiscal :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat net comptable (A)	8 637	8 075
Impôt social (B)	2 544	1 873
Réintégrations (C)	2 969	1 826
Autres dépréciations et provision	2 483	1 359
Crédits d'impôts	387	352
Divers	99	115
Déductions (D)	3 896	4 161
Plus-values long terme exonérées		0
Reprises dépréciations et provisions	3 223	2 888
Dividendes	190	767
Divers	483	506
Base fiscale à taux normal (A) + (B) + (C) - (D)	10 254	7 612

11.3. Répartition de l'activité :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produit net bancaire	53 828	51 833
Frais de gestion	-36 357	-34 547
Résultat brut d'exploitation	17 471	17 286
Coût du risque	-6 515	-7 563
Résultat d'exploitation	10 956	9 723
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	520	70
Résultat courant avant impôt	11 476	9 793

V. – Note 5 - Autres Informations.

1. Consolidation. — En application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, la Banque de Savoie n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et du Groupe BPCE.

2. Honoraires des Commissaires aux Comptes :

(En milliers d'Euros)	Forvis Mazars		KPMG	
	Montant (HT)		Montant (HT)	
	2025	2024	2025	2024
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	38	39	38	40
Services Autres que la Certification des Comptes	2	2	2	2
Total	40	41	40	42

3. Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Economie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en

œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 18 avril 2025, pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, la Banque de Savoie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

4. Evènements postérieurs à la clôture. — Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture.

9. Dividende et affectation du résultat :

Résultat de l'exercice 2025	8 637 139,90 €
Report à nouveau	7 959 857,27 €
Montant du résultat distribuable	16 596 997,17 €

— Proposition d'affectation du résultat :

A la réserve spéciale	9 000 000,00 €
Au report à nouveau pour le solde	7 596 997,17 €
	16 596 997,17 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été par action les suivants :

Exercice	Dividende	Dividende imposable (*)
2023		
2024		
2025		
(*) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France.		

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque de Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation. — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 (modernisation des états financiers).

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Risque de crédit – dépréciations individuelle et collective :**

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Banque de Savoie est exposée aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de la Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, la Banque comptabilise, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit.</p> <p>Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par l'organe central intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Ces provisions collectives pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par la banque.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p> <p><i>Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 30,7 M€ et le stock des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif (provisions collectives et sectorielles) s'élève à 7,3 M€ pour un encours brut de 2 262 M€ (dont des créances douteuses brutes d'un montant de 73,3 M€ faisant l'objet de dépréciation à titre individuel) au 31 décembre 2025.</i></p> <p><i>Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 6,5 M€ (contre 7,6 M€ sur l'exercice 2024).</i></p> <p><i>Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes I.3.14, II.2.1, II.9.2 et IV.8 de l'annexe.</i></p>	<p>Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit :</p> <p>Le provisionnement des encours non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis l'octroi est déterminé sur les bases des modèles et des outils déployés par BPCE. De ce fait, les procédures d'audit sur ces aspects sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – à apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties, – en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> o ont apprécié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions et les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ; o ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2025, • ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ; o ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ; o ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles. <p>Par ailleurs, nous avons apprécié la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans les comptes de la Banque. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Banque des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.</p> <p>Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, apprécié le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité, de risques et d'échantillonnage, nous avons réalisé des calculs contradictoires des montants de dépréciations et provisions constituées par la banque.</p> <p>Nous avons apprécié le caractère approprié de l'information présentée en annexe au titre du risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque de Savoie S.A. par l'assemblée générale du 25 avril 2024 pour le cabinet KPMG SA et du 10 mai 2017 pour le cabinet FORVIS MAZARS SAS.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet FORVIS MAZARS dans la 9^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la banque ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre banque.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 21 avril 2026

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :

Rémi VINIT-DUNAND ;
Associé,

Forvis Mazars SAS :

Emmanuel CHARNAVEL ;
Associé.

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en oeuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Lyon, le 21 avril 2026

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :

Rémi VINIT-DUNAND ;
Associé,

Forvis Mazars SAS :

Emmanuel CHARNAVEL ;
Associé.